

Monsieur LABORIE André
2 rue de la Forge
31650 Saint ORENS

Saint ORENS le 20 janvier 2001

Madame LEBRANCHU Marilyse.
Ministre de la Justice.
13 place Vendôme
75042 PARIS CEDEX.

Madame la Ministre,

Attachant beaucoup d'importance a vos fonctions, veuillez trouver ci joint les causes de ma demande de renvoie a l'audience du 30 janvier 2001 devant la cour d'appel de Montpellier.

Pour : Suspicion légitime au sens de l'article 356 du code de procédure civile et qu'au vu de l'article 339 ; 340 du NCPC.

Ci joint courriers a monsieur le président et a monsieur le procureur général de l'audience du 30 janvier 2001.

Madame LEBRANCHU Marilyse, je reste a ce jour en attente de mes différentes demandes dernièrement formulées.

Madame LEBRANCHU Marylise Ministre de la Justice, dés que je suis indemnisé sur les différents préjudices subis et que je subis de jour en jour, j'arrête toute procédure de droit pour faire valoir mes droits.

Madame LEBRANCHU Marylise Ministre de la Justice, j'entends, me prévaloir de la convention européenne des droits de l'homme, article N°6 paragraphe N°1, ainsi que de la jurisprudence de la cour européenne.

Madame LEBRANCHU Marylise Ministre de la Justice, j'entends, me prévaloir du **Pacte New York**, dans tous ces droits.

- **Annexe N°1 : deuxième partie.**

Annexe N°1 : troisième partie

Article N°2- (3) a.b.c.

Article 14-1 ; 22 ; 26

Dans l'attente de vous lire, je vous prie de croire Madame LEBRANCHU Marylise, Ministre de la Justice a l'expression de mes sentiments dévoués.

Monsieur LABORIE A